les notes de CampusFrance
n° 16 - mai 2009
CAMPUS FRANCE
campusfrance.org

# Quelques aspects d'une géopolitique de la formation doctorale*

On assiste aujourd'hui, dans un grand nombre de pays à des phénomènes massifs touchant à la formation doctorale et dont les conséquences sont loin d'être neutres pour le moyen et le long terme.

D'une part, les pays émergents tentent de rattraper leur retard et construisent un enseignement supérieur nécessaire à leur survie dans la compétition mondiale de la connaissance. Les gouvernements concernés, quand ils en ont les moyens, créent pour cela d'ambitieux programmes de formation doctorale, soit sur place, soit le plus souvent en envoyant leurs étudiants acquérir un diplôme de ce type grâce à de puissants programmes de bourses : la Chine, dont à peine 40% des personnels enseignant dans les universités possèdent un doctorat, le Brésil, le Mexique, le Chili, le Vietnam, l'Indonésie, mais aussi le Maroc, dans le cadre d'un récent plan d'urgence, ou encore la Syrie sont dans ce cas.

D'autre part, les pays industrialisés concourent à un accroissement très rapide du nombre de doctorants en mobilité dans le monde, soit parce qu'ils souhaitent former les élites de ces mêmes pays émergents, soit parce qu'ils manquent de matière grise et pratiquent un *brain drain* parfois intensif -y compris par des programmes de bourses tout aussi attractifs sinon plus que ceux des pays émetteurs-, soit parce qu'ils souhaitent également profiter d'un marché de l'enseignement supérieur particulièrement lucratif.

Le *statut* du doctorant fait l'objet quant à lui de multiples aménagements vers une professionnalisation et quelques pays tentent de récupérer "leurs" docteurs formés à l'étranger durant la période de post-doc, voire au-delà, par des incitations financières fortes et un meilleur statut professionnel et social, alors que d'autres encore ou les mêmes parfois, cherchent à attirer les jeunes chercheurs les plus brillants par toutes sortes de mesures publiques ou privées.

Enfin, dans le même temps, la dépopulation européenne, y compris au sens large (Russie) mais aussi de quelques grands pays comme le Japon, ajoutée au relatif désintérêt de la jeunesse occidentale pour la recherche fondamentale ou pour un diplôme parfois peu valorisé pour l'instant sur le marché du travail, risquent d'aboutir à une répartition très différente de la population doctorale[1], comme le souligne pour la France un rapport de la Direction de l'Evaluation, de la Prospective et de la Performance, qui prévoit en 2017 une baisse de fréquentation, très importante à ce niveau, de -32%[2].

On comprend que l'ensemble de ces mouvements, qui se traduisent d'une façon ou d'une autre par une pénurie de "cerveaux", aboutissent à un nombre croissant de doctorants partout dans le monde comme à un accroissement très sensible de leur nombre en mobilité internationale, même s'il ne s'agit pour certains pays que d'un pourcentage encore infime : 0,4% des doctorants américains par exemple[3]. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, la crise mondiale actuelle ne fait d'ailleurs que renforcer ce mouvement, le capital humain demeurant essentiel pour les Etats, et l'investissement pour une formation supérieure étant ressenti comme une garantie pour leur avenir par les individus[4].

Pour autant, les diplômes que ceux-ci obtiennent répondent-ils aux besoins des pays concernés, qu'il s'agisse de l'encadrement universitaire, de la recherche fondamentale ou appliquée, ou des besoins de l'industrie ? De quoi le niveau doctoral se porte-il finalement garant, et ce qu'il garantit est-il partout à peu près identique ?

Pour tenter de répondre si peu que ce soit à un champ d'analyse aussi vaste, l'ouvrage de Maresi Nerad et Mimi Heggelund, à l'intitulé quelque peu provocateur (*Toward a global PHD ?*) est particulièrement précieux en ce qu'il agrège les considérations d'une vingtaine de spécialistes originaires

*** Par André Siganos, Professeur de Littérature générale et comparée, Directeur général de l'Agence CampusFrance.**

1 - Selon les statistiques des Nations-Unies, l'estimation moyenne de l'évolution à 30 ans de la population des 15-24 ans rendra par exemple la jeunesse algérienne presque aussi nombreuse que la jeunesse allemande, elle-même inférieure en nombre à la jeunesse britannique, elle-même inférieure à la population française. La jeunesse de la Turquie ou de l'Iran avec respectivement 14 et 13 millions de jeunes, dépassera celle du Japon (10 millions) et approchera celle de la Russie (15 millions). Les 10 premiers pays seront dans l'ordre : l'Inde (245 millions), la Chine (170), les USA (48), le Nigéria (47), le Pakistan (42), l'Indonésie (41), le Brésil (35), l'Ethiopie (28), les Philippines (22), le Mexique (18).

2 - Note DEPP, novembre 08/32.

3 - Source Institute of International Education (IIE), http://opendoors.iienetwork.org/?p=131562.

4 - Selon un récent rapport britannique (Neil Kemp, *The UK's Competitive Advantage. The Market for International Research students.* UK Higher Education International Unit, Research Series/2; London, July 2008. www.international.ac.uk), la croissance totale de la population doctorale mondiale ne devrait représenter dans les 10 ans qui viennent qu'une croissance globale de 3,5% de la population étudiante totale.

d'une douzaine de pays différents sur la situation du doctorat dans le monde, et en ce qu'il s'intéresse également au processus de Bologne, dont il fait une lecture très libérale[5]. La publication de rapports récents peut permettre une utile mise en perspective de ce travail toujours en cours.

Les auteurs partent du constat que la globalisation de l'économie ne peut pas ne pas avoir de conséquences sur la formation doctorale et s'interrogent sur la naissance possible d'un système global de formation doctorale au sein de l'économie mondiale du savoir.

Qu'il s'agisse de répondre aux besoins des universités pour leur encadrement académique ou à ceux des entreprises, les présupposés de l'ouvrage insistent bien sur les transformations jugées nécessaires pour "l'émergence d'une hiérarchie mondiale d'institutions, de diplômes et de docteurs". Il semble convenu que les "acteurs globaux" situés au sommet de cette hiérarchie doivent appartenir à un réseau très sélectif d'universités de classes mondiales : le phénomène du classement de Shanghai paraît jouer ici à plein.

Tout le raisonnement consiste à ne pas confondre l'international et le global, le second étant la condition englobante du premier. Ceci permet de revenir sur une différence sémantique non négligeable entre "mondialisation" et "globalisation", le premier terme renvoyant à des échanges internationaux respectant des règles qui échappent aux marchés, en particulier celle de la diversité culturelle et linguistique, le second renvoyant purement et simplement à l'économie globalisée incluant l'enseignement supérieur. De ce point de vue, on voit immédiatement en quoi la position européenne exprimée par le processus de Bologne demande à être clarifiée quant aux valeurs qui le sous-tendent.

Quand bien même on accepterait ces prémisses -ce qui est rien moins qu'évident, et l'on verra plus loin que la conclusion de l'ouvrage est significative à cet égard-, vouloir s'orienter vers un doctorat "global", qui traduirait une excellence mondiale en formation à la recherche et une adaptation globale aux besoins du marché, n'est pas sans difficulté.

A supposer, en effet, qu'on ne remette pas en question l'adhésion aux règles d'un marché classique de l'enseignement supérieur et de la recherche (ce qu'a tenté de faire l'UNESCO en 2005, promouvant l'enseignement supérieur comme "un bien public mondial"), à supposer qu'on ne veuille pas conserver aux formations doctorales dans le monde leurs spécificités culturelles en dehors de leurs spécificités disciplinaires, bien des obstacles de taille restent néanmoins à surmonter.

Le premier d'entre eux concerne d'abord le sens de ce niveau de formation : les exigences sont partout très fortes et identifiées dès lors qu'il s'agit d'une formation doctorale débouchant sur de la recherche académique, encore que même dans ce cas, les pré-requis pour la conduite de la thèse comme pour la soutenance de cette dernière soient très variables.

A cet égard, le processus de Bologne, qui se veut plus une harmonisation qu'une normalisation, peut sans doute constituer un juste équilibre entre des exigences scientifiques et la façon dont chaque pays peut s'emparer de celles-ci.

Mais dès qu'il s'agit de considérer le doctorat comme une formation susceptible d'entériner un niveau d'excellence conduisant à un emploi en entreprise, y compris pour de la recherche appliquée, le sens de ce niveau de formation est beaucoup plus questionné et le *contenu* plus encore critiqué. Partout dans le monde est regrettée la longueur de la formation, son caractère partiellement inadéquat au monde du travail, son peu de structuration, le caractère trop variable de ce qu'elle est censée évaluer, la dépendance excessive du doctorant par rapport à son directeur de thèse, ou encore l'inadéquation des cours dispensés dans le cadre de cette formation à la recherche. Bref, le manque de professionnalisation de la formation doctorale est très souvent mis en avant et il n'y a qu'un pas à franchir pour considérer que les critiques émises rejaillissent sur le doctorat en général.

C'est la raison pour laquelle des pays aussi développés que le Japon distinguent nettement le doctorat, comme entraînement à la recherche, du master, comme débouché naturel vers l'entreprise : le ratio entre population des doctorants et population totale des étudiants japonais, ratio relativement bas (1,8%), en est sans doute la traduction[6]. En d'autres termes, en dehors de la sphère académique, le doctorat peine à être reconnu par la société japonaise comme un diplôme significatif[7]. Mais dans un pays émergent comme l'Inde, la situation est pire encore, puisque l'on s'y plaint de la qualité générale des doctorants comme de celle de leur recherche débouchant très rarement sur une publication.

Pour le Royaume-Uni, dont l'approche se situe délibérément dans une perspective de marché mondial de l'enseignement supérieur, la diversification des doctorats, avec l'apparition d'un doctorat professionnel, est peut-être une réponse aux sollicitations du marché, mais cette diversification du diplôme ajoute aujourd'hui à la confusion, dans la mesure où elle s'opère de façon marginale, sans restructuration profonde de la formation et, surtout, sans que le sens de cette formation et du diplôme auquel elle conduit ne soit réellement questionné[8].

5 - Nerad Maresi, Heggelund Mimi, *Toward a Global PHD? Forces and Forms in Doctoral education Worldwide*, University of Washington Press, Seattle, 2008, 344 p. Il s'agit en réalité de la mise en forme et de l'approfondissement d'un colloque tenu en 2005 à l'université de Washington (Seattle), avec des représentants des pays suivants : Allemagne, Afrique du Sud, Australie, Brésil, Canada, Danemark, Etats-Unis, Inde, Islande, Japon, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni. La Chine, la France et l'OCDE, bien qu'invités, n'ont pu participer.

6 - Ce ratio en 2006 était de 2,2 % pour les Etats-Unis, de 3,2% pour la France, de 4% pour le Royaume-Uni. Mais il faut être extrêmement prudent quant à l'interprétation de ces chiffres qui peuvent recouvrir des situations très différentes, certains pays intégrant la dernière année de master, d'autres non (Source UNESCO, CITE6, 2006).

7 - "Doctoral programs are understood to focus on training researchers and academics, while master's degrees focus on professionals and highly talented people" (Shinichi Yamamoto, in M.Nerad, p.204).

8 - "The broad categories of doctoral study in the UK can be summarized as follows : PHD; Taught Doctorate; Doctor of Medicine; High Doctorates; PHD Published Work; Professional Doctorate; and Practise-Based Doctorate." (Howard Green, *ibid.,* p. 42).

Ces remarques de fond sont d'autant plus considérables qu'elles sont formulées par un expert qui constate pourtant que son pays jouit d'un triple avantage dans le marché de la connaissance : la rapidité d'obtention du diplôme, la langue utilisée, la démarche de qualité dont s'entoure la formation. Il n'en ajoute pas moins que l'interprétation par les universités du cadre de référence de qualité proposé par leur agence nationale est vague[9], qu'on assiste à une sorte d'écrasement du modèle par les sciences exactes au détriment de la créativité et du changement que peuvent procurer les sciences humaines et sociales, ou encore que l'évaluation de la qualité de la formation doctorale comme du doctorat délivré demeure encore largement empirique.

Les conclusions auxquelles parviennent Maresi Nerad et Thomas Trzyna[10] témoignent de la difficulté du sujet : s'ils n'évacuent pas l'histoire récente du colonialisme ni les possibilités d'un impérialisme occidental se perpétuant dans une vision scientifique globale (et non mondiale), ils sont très clairs sur le caractère inévitable d'une commercialisation des échanges doctoraux par la transformation du diplôme en un produit standardisé réclamé par le marché de la connaissance. Le privé contournera, si c'est nécessaire, ce que le public refuse de faire[11].

Ce produit standard a déjà une langue, l'anglais, une réforme globale en cours, le "Mode 2, […] caractérisé par une équipe d'étudiants et de chercheurs seniors travaillant ensemble sur un projet qui a une valeur marchande définie par un gouvernement ou des intérêts privés"[12]. Cette standardisation d'un produit se nourrit de l'assurance qualité, de la définition d'indicateurs et d'objectifs et d'une gestion de plus en plus managériale des universités.

A cet égard, le processus de Bologne est considéré comme un modèle, ce qui demande évidemment à être discuté.

L'ensemble de ces considérations montre tout à la fois à quel point le niveau doctoral :

- réclame une très grande attention, ce qui ne semble avoir été le cas que relativement tard dans le cadre du processus de Bologne par exemple[13] ;
- révèle des écarts si criants de niveaux scientifiques qu'il est parfois difficile de considérer qu'il s'agit d'une même formation ;
- a fait l'objet d'un glissement depuis la sphère purement académique où elle est censée donner les compétences nécessaires à une recherche personnelle originale jusqu'au monde du travail en général où elle est susceptible d'être valorisée pour les compétences intellectuelles dont elle témoigne, compétences aujourd'hui nécessaires pour affronter des logiques de plus en plus complexes[14] ;
- nécessite d'être pensé par le Sud et par le Nord, par l'Est et par l'Ouest : les structures de pensée dont témoignent les langues comme les besoins et les exigences répondant à cette formation sont parfois si différents que les règles à instituer pour l'améliorer doivent en tenir compte ; le phénomène de *brain drain* doit être combattu ; la responsabilité éthique des grandes universités doit être éclaircie[15] ;
- mérite de ce fait d'être sous-tendu par des valeurs autres que purement marchandes ;
- et par conséquent, suppose aussi un traitement spécifique pour les Langues, Lettres, Sciences humaines et sociales.

C'est pourquoi il est difficile de ne pas souscrire aux principes auxquels se sont ralliés les experts réunis à Seattle en 2005, qui mettent clairement en avant dans le cadre de la formation doctorale l'apprentissage obligatoire des dimensions éthiques de la recherche comme la pratique de l'interdisciplinarité, l'incitation à devenir citoyen d'un monde multiculturel dont il faut accepter la diversité, la nécessité de l'apprentissage d'au moins une langue étrangère ou encore le souci de préserver la culture native.

Mais on ne peut s'empêcher de penser que ces principes ne servent que de robe-prétexte à une vision techniciste de la formation doctorale dont on ne sait si elle sortira renforcée de l'actuelle crise mondiale qui ne pouvait être prise en compte en 2005.

Tout, en effet, pourrait faire penser à une stratégie inavouée consistant à faire en sorte que les grandes universités dites de taille mondiale organisent entre elles les règles permettant au mieux d'assurer leur propre reproduction et l'approvisionnement de leur marché de la connaissance.

---

9 - "The UK national qualifications Framework (Quality Assurance Agency, 2001) describes doctoral level work as that which makes a significant contribution to knowledge and which is original" (Howard Green, *ibid.*, p.60) ; mais d'autres invoquent une contribution au savoir et à son application, d'autres encore souhaitent mettre en avant le caractère publiable de la thèse.

10 - M.Nerad, T.Trzyna, *ibid.*, p.300-312.

11 - "Where there is strong national resistance to changing the model of doctoral education, private universities can adjust more rapidly to the new global expectations." (*ibid.,* p.305).

12 - *Ibid.,* p.306.

13 - "It was really only in 2005 when the first declaration, at the instigation of the European University Association, stated how the doctoral components of the Bologna Declaration should be interpreted. Very little has been done in most countries, and the structures in most European countries still stick to the original models as they existed before the Bologna declaration." (Andreas C.Frijdal, *ibid.*, p. 89).

14 - "Doctoral education is seen as playing a crucial role in the production of knowledge, and doctorate holders are viewed as a primary source of innovation, research, and development capacity and as workers able to perform well in complex, knowledge-intensive situations."(*ibid.*, p.5).

15 - Brendan Omalley (*ibid.*, p.68-69) soulignait très récemment à quel point cette responsabilité devient un débat national en Grande-Bretagne mais laisse les universités de marbre ("New Strategy to lure Postgraduates", universityworldnews.com, 15 mars 2009).

# Conclusion

La synthèse commentée d'un ouvrage vers lequel nous avons fait converger nos propres considérations, comme celles d'autres rapports récents sur le sujet, fait ressortir en creux quelques manques essentiels qui n'enlèvent rien à une prise de position claire sur un sujet touffu, fondée sur une logique qui paraît imparable, celle en œuvre dans la globalisation.

En réalité, ce qui intéresse les auteurs est bien ce doctorat voué à devenir un produit standardisé intégré à l'économie globale, mais ceci ne paraît nullement une réponse à la désaffection des étudiants pour la recherche fondamentale ni à la conduite par un pays de sa politique scientifique : le Brésil par exemple, mais aussi la France qui avait pris le leadership de la motion votée à l'UNESCO en 2005 sur la diversité culturelle et sur l'enseignement supérieur comme bien public mondial, montrent qu'une autre vision des échanges mondiaux est possible dans l'économie de la connaissance.

Le processus de Bologne, bien que d'inspiration libérale, mais accompagné de puissants programmes d'apprentissage de la recherche et de mobilité scientifique comme d'une réflexion intégrée sur le statut du doctorant en Europe, mérite d'être évalué dans cette mise en perspective. Les Etats-Unis eux-mêmes ont pris ces dix dernières années des initiatives publiques et privées qui montrent bien que le seul marché ne peut régler tous les problèmes. Deux d'entre-elles sont soutenues par la National Science Foundation : *l'Integrative Graduate Education Research and Traineeship Program* (création de programmes doctoraux thématiques, interdisciplinaires, croisant les milieux académique et professionnel, programmes pour lesquels les doctorants sont financés[16]) et *l'Alliances for Graduate Education and the Professoriate* pour encourager la formation de professeurs et de chercheurs dans les sciences dures, particulièrement celle des minorités. La NSF en attend un changement de culture académique : recherche plus collaborative, dépassement des frontières disciplinaires, meilleur croisement avec les milieux professionnels, innovation dans les formations[17].

On le voit, nous n'en sommes qu'au début d'une réflexion collective mondiale dont commencent à s'emparer aussi les pays du Sud et les Sciences humaines et sociales[18]. Allons jusqu'au bout, demandons aux industriels ce qu'ils souhaitent, demandons aussi aux étudiants en post-doctorat comment ils évaluent l'intérêt de la thèse qu'ils ont soutenue et de la formation qu'ils ont suivie ; examinons avec des chiffres aussi rigoureux que possible la part de doctorants dans le monde du travail, vérifions auprès des établissements d'enseignement supérieur et pas seulement auprès d'un élite mondiale les modifications qu'elles sont en train d'effectuer par elles-mêmes ou par des contraintes externes ; interrogeons-nous aussi sur les raisons d'être de l'apparente envolée de la population doctorale mondiale si on la croise avec l'explosion démographique des grands pays émergents et les besoins des pays industrialisés en dépopulation. L'extrême difficulté à rassembler des statistiques fiables et comparables pour tenter d'analyser les phénomènes globaux dont il est ici question est une preuve supplémentaire de ce qu'un long chemin reste à parcourir dans la constitution d'une citoyenneté mondiale de la formation supérieure.

16 - 125 programmes dans 65 universités ont été ou sont financés pour 5 ans à hauteur de 2,9 millions de dollars.

17 - Cf. M.Nerad, *op.cit,* p.290 sq.

18 - Un colloque est ainsi prévu à Casablanca, en juin 2009, sur "les Mondes universitaires face aux logiques du marché", à l'initiative de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, du CNRS et de l'université Hassan II de Rabat (Maroc).

## Sources


CampusFrance, *Attractivité du doctorat et mobilité internationale vers la France : chiffres clés,* Paris, mai 2009, www.campusfrance.org ;

DEPP, *Note d'information 08.32 : Prévisions des effectifs dans l'enseignement supérieur pour les rentrées de 2008 à 2017,* Paris, novembre 2008, www.education.gouv.fr ;

Higher Education Funding Council for England, *PHD Study, Trends and Profiles, 1996-1997 to 2004-2005,* feb. 2009 ;

Institute of International Education (IIE), http://opendoors.iienetwork.org ;

KEMP Neil, *The UK's Competitive Advantage. The Market for International Research students.* UK Higher Education International Unit, Research Series/2; London, July 2008, www.international.ac.uk ;

NERAD Maresi, HEGGELUND Mimi, *Toward a Global PHD? Forces and Forms in Doctoral education Worldwide, University of Washington Press,* Seattle, 2008 ;

SADLAK Jan, *Doctoral Studies and Qualifications in Europe and the United States : Status and Prospects,* UNESCO-CEPES, Bucarest, 2004 ;

www.UniversityWorldNews.com, *Access and Equity,* 15 mars 2009.



**Directeur de la publication :** André Siganos
**Traduction :** Steven B. Kennedy (et supervision par Louise Watts)
**Edition :** Solange Pisarz et Claude Torrecilla
**Responsable de l'édition :** Claude Torrecilla (claude.torrecilla@campusfrance.org)
**Réalisation, impression, diffusion :** Agence Signature Graphique - Paris

**Agence CampusFrance**
Groupement d'intérêt public
approuvé par avis publié au JO du 29 avril 2007
79, avenue Denfert-Rochereau
75014 Paris
Tél. : 01 53 63 35 00
www.campusfrance.org

les notes de CampusFrance
n° 16 - mai 2009

CAMPUS FRANCE campusfrance.org